

**2011**  
**Mitec Telecom Inc.**  
**Rapport du Deuxième Trimestre**  
**Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2010**



## Rapport de gestion

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Établie à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations aux États-Unis et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours des périodes de trois mois (deuxième trimestre de l'exercice 2011) et de six mois terminées le 31 octobre 2010. Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010 en comparaison avec le trimestre terminé le 31 octobre 2009 (deuxième trimestre de l'exercice 2010) et pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2010 en comparaison avec la période terminée le 31 octobre 2009.

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés intermédiaires pour la période terminée le 31 octobre 2010 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activités et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2010. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible au 9 décembre 2010. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme «anticiper», «prévoir», «estimer», «évaluer», «projeter», «planifier» et «croire». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 23 juillet 2010.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

## **APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Avant leur publication, les états financiers consolidés intermédiaires de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

## **PROFIL**

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans-fil («Télécommunications») et les communications par satellite et terrestres («Communications par satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement une croissance sans précédent. Mitec travaille en étroite collaboration avec ses clients, dont les plus grands fournisseurs de composantes de télécommunications connaissant la croissance la plus rapides, ainsi que les opérateurs télécoms spécialisés, afin de concevoir et fabriquer des solutions capables de les aider à atteindre leurs objectifs respectifs. La capacité de pouvoir travailler en étroite collaboration avec ces clients autant au niveau de la conception que de la fabrication à son usine localisée en Chine, permettent à Mitec de se démarquer de ses concurrents, bien que maintenant la compétition chinoise devienne de plus en plus importante. Mitec a obtenu le statut de fournisseur privilégié avec plusieurs joueurs-clé internationaux du monde des télécommunications à la suite de la commercialisation de ses produits.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne («VSAT»). Le secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide (« SSPA »), composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration des communications militaires ainsi que les systèmes radar.

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications encore à un stade de premier développement. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques. Cette technologie a des applications multiples et bien que la qualification militaire puisse impliquer plusieurs niveaux d'intégration et de longs délais de qualification, les possibilités liées au cycle de vente pour cette technologie démontrent un modèle de revenus récurrents à long terme une fois que la qualification et la sélection ont eu lieu.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et à Poway (États-Unis). Au 31 octobre 2010, la Société comptait 255 employés à l'échelle mondiale.

## **FAITS SAILLANTS**

Le deuxième trimestre de l'exercice 2011 a confirmé que le changement prévu depuis longtemps dans la stratégie de vente de la société, impliquant l'introduction d'une nouvelle série de lignes de produits développés dans les années antérieures – lancé au cours de l'exercice précédent alors qu'il y avait une importante crise économique en cours – a débuté à porter ses fruits. Tandis que les revenus pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 ont légèrement diminué de 2 % par rapport aux revenus du second trimestre de l'exercice 2010, la marge brute a plus que doublé durant la même période.

La stratégie de commercialisation des produits telecom de Mitec comprenait principalement le développement de solutions pour améliorer la bande passante des clients a démontré de l'intérêt de la part d'une vaste base de clients actuels et nouveaux qui sont confrontés à des contraintes budgétaires face à l'acquisition d'équipements mais qui doivent tout de même s'assurer d'offrir à leurs clients une capacité à large bande améliorée. Mitec a annoncé plusieurs nouvelles commandes pour ces produits au cours des mois passés tel qu'indiqué ci-après.

Ces produits comprennent les diplexers, les amplificateurs de puissance montés sur tour (« TMB ») ainsi que des systèmes distribués antenne (« DAS ») et continuerons de contribuer au chiffre d'affaires des Télécommunications pour les années futures. Ainsi, la société continue sa percée sur le marché des opérateurs de télécommunications en Amérique du Nord afin de développer sa clientèle et a annoncé la conclusion de plusieurs contrats avec l'une des sociétés de télécommunications connaissant la croissance mondiale la plus rapide; cette société a qualifié Mitec pour plusieurs grandes déploiements à long terme visant à intégrer des réseaux 4G dans le monde entier au cours des prochaines années. Le même client a également qualifié Mitec comme son principal fournisseur pour les radios point-à-point qui assurent une plus grande vitesse et des solutions de transmission de capacité pour le marché des télécommunications ainsi que pour la fabrication des guides à ondes flexibles.

Le segment Communication par satellite de Mitec a lancé une série de lignes de produit appelée MTX au cours de l'exercice précédent et a maintenant réussi à pénétrer le marché VSAT avec ces nouveaux produits, qui ont été reconnus comme la ligne standard des produits futurs.

Cette ligne de produits a différencié la société de ses concurrents et ses revenus sont à la hausse ainsi que son profit brut qui s'établit à environ 35%. L'équipe de vente de Mitec continue de concentrer sa stratégie de vente vers de plus grandes opportunités dans les régions du monde en développement où ces solutions sont attrayantes. Il est encourageant de constater que plusieurs nouveaux clients ont commencé à démontrer de l'intérêt pour les solutions VSAT de Mitec.

Le 16 novembre 2010, la Société a annoncé qu'elle a conclu un placement privé impliquant l'émission de 55 166 667 actions ordinaires de la Société au prix de 0,01425 \$ par action pour un produit brut de 786 126 \$. En plus de la participation de Jeffrey Mandel et Hubert Marleau à travers le Palos Merchant Bank LP (anciennement le Palos Capital Pool LP), plusieurs investisseurs institutionnels ont participé à ce placement privé. L'essentiel du produit net de ce placement privé a été utilisé pour supporter les besoins de Mitec en fonds de roulement requis suite à l'augmentation de son carnet de commandes.

Le 20 octobre 2010, la Société a annoncé qu'elle a reçu d'un important fournisseur mondial de télécommunications de nouvelles commandes de composantes pour les réseaux 4G de prochaine génération fondés sur la technologie d'évolution à long terme (« LTE »). Ces commandes, qui font suite à une entente d'approvisionnement annoncée précédemment et pour laquelle Mitec a été retenue à titre de fournisseur privilégié, seront livrées à des fins d'essai de réseau.

Le 14 octobre 2010, la Société a annoncé la signature d'une entente portant sur une facilité de crédit à terme de 500 000 \$. Les participants au financement comprenaient le président et chef de la direction de Mitec, Daniel Piergentili, et son président exécutif, Jeffrey Mandel, Palos Capital Pool L.P. et une firme d'investissements privés de la région de Montréal. Mitec a également annoncé qu'elle a engagé Palos Management Inc. (« Palos ») à titre de conseiller financier exclusif afin de fournir des services de recherche de capitaux à Mitec.

Le 8 septembre 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu de nouvelles commandes pour ses TMB pour les fréquences 850MHz et 1800 MHz. Les TMB, qui font partie de la gamme de produits des solutions de couverture de Mitec et qui sont offerts en deux versions, soit à porteuses multiples et à porteuse unique, sont utilisés à la fois dans le déploiement des nouveaux réseaux et des réseaux actuels afin d'augmenter la bande passante dans les réseaux sans fil.

Le 25 août 2010, Mitec avait reçu une première commande de ce même client TMB pour la fréquence de 850 MHz.

Le 3 août 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu la première d'une série de commandes d'un grand exploitant de réseau pour sa nouvelle série MTX de Block convertisseur-élévateur (« BUC ») VSAT. Les produits ont été livrés au cours du deuxième trimestre de 2011, et ce client devrait passer d'autres commandes tout au long de l'année. Le client participe actuellement à un projet d'expansion réseau en Afrique, où il existe une forte demande pour les systèmes de communications satellitaires bidirectionnelles qui permettent la croissance des services multimédias, voix et données dans les régions qui présentent des défis sur le plan géographique.

## **PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES**

Le chiffre d'affaires et les résultats d'exploitation de la Société fluctuent d'un trimestre à l'autre, ou d'une année à l'autre, basé sur les besoins des clients et le calendrier des commandes. La Société a connu des fluctuations dans sa revue trimestrielle des résultats d'exploitation et s'attend à ce que ces fluctuations puissent continuer d'exister. L'exercice 2010 a été une période extraordinairement difficile à prédire pour la Société compte tenu de période de volatilité pour l'économie globale alors que le financement et les sources de crédit étaient difficiles à obtenir pour les fournisseurs dans le domaine des télécommunications et d'une certaine mesure cette instabilité est encore présente dans l'exercice 2011.. De plus, certaines ventes de la Société sont sujettes à des risques technologiques importants. En conséquence, la préparation des états financiers de la Société repose sur des estimations faites par la direction du chiffre d'affaires et des coûts requis afin de compléter les commandes. Bien que l'objectif de la direction soit d'assurer la rentabilité à long terme de la Société, il ne peut y avoir aucune assurance que le niveau de rentabilité ne variera pas considérablement selon les périodes trimestrielles ou annuelles.

Les niveaux de dépenses de la Société reposent en grande partie sur ses attentes en matière de chiffre d'affaires futur relatif aux divers programmes auxquels la Société est impliquée. En conséquence, la Société peut ne pas être capable de modifier le niveau des dépenses en temps opportun pour compenser toute diminution inattendue du chiffre d'affaires et la Société pourrait augmenter ses dépenses de façon anticipée afin de répondre à une augmentation du chiffre d'affaires prévue. Toute diminution importante du chiffre d'affaires pourrait donc avoir un effet significatif sur les résultats d'exploitation de la Société.

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	2011				2010		2009	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	7,024	5 771	6 358	5 161	7 198	6 707	6 927	7 922
Bénéfice brut	1,796	809	955	861	817	1 035	1 083	1 897
Frais de recherche et développement	720	714	777	1 031	683	1 068	1 137	1 054
Frais de vente et d'administration	1,543	1 351	1 794	1 670	1 772	1 476	2 087	1 626
Perte nette	(711)	(1 342)	(5 236)	(2 305)	(1 837)	(2 069)	(3 108)	(360)
Résultat par action – de base et dilué								
- Perte nette	(0.00)	(0.01)	(0,02)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,00)
Dépenses non-récurrentes :								
- Dépréciation des immobilisations corporelles	—	12	34	—	—	—	80	—
- Dépréciation de l'écart d'acquisition	—	—	1 991	—	—	—	1 607	—
- Dépréciation des actifs incorporels	—	—	724	—	—	—	50	—
Total de l'actif	20,512	19 199	20 704	23 703	26 585	29 118	30 321	36 244
Dette à long terme	1,882	1 268	1 157	1 041	955	1 316	1 215	1 116
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	1,090	822	2 067	2 217	2 458	3 344	4 666	4 040

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	3,494	2 003	3,530	5 196	7,024	7 198
Coût des ventes	2,969	2 050	2,259	4 330	5,228	6 381
Perte brute	525	(48)	1,271	865	1,796	817

Les informations pour chaque secteur pour les six mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	6,005	4 190	6,790	9 715	12,795	13 905
Coût des ventes	5,174	4 101	5,017	7 952	10,191	12 053
Bénéfice brut	831	90	1,773	1 763	2,604	1 852

## RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DE LA PÉRIODE DE SIX MOIS SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2010

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le second trimestre terminé le 31 octobre 2010 a atteint 7,0 millions \$, représentant une diminution de 2 % par rapport à la même période l'an dernier. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est imputable à une réduction des revenus du secteur des Communications par satellite et entre autre au niveau de son secteur des produits traditionnels qui auparavant enregistraient des revenus prévisibles. Ces revenus démontrent une tendance à la hausse en fonction de la pénétration sur les marchés des nouveaux produits dans les secteurs de VSAT, militaire et traditionnels.

Les livraisons du secteur Télécommunications ont été de 3,5 millions \$ pendant le deuxième trimestre de l'année fiscale 2011, soit une augmentation de 1,5 millions \$ ou 74 % comparativement à la même période l'année précédente. La Société a bénéficié de la pénétration accrue sur les marchés de sa nouvelle gamme de produits de diplexeurs récemment développée combinée aux guides à ondes flexibles. Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 50 % du total des produits d'exploitation, a diminué, au cours du deuxième trimestre de 2011, de 1,7 millions \$ à 3,5 millions \$ ou 32 %, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2010, le chiffre d'affaires consolidés a été de 12,8 millions \$, soit une baisse de 8% comparativement à la même période de l'année précédente. La diminution des ventes de la Société est attribuable à une réduction des activités de déploiement de réseaux ainsi que des activités de maintenance des réseaux dans cette industrie. La Société a commencé à démontrer que ses nouveaux produits, qui ciblent des créneaux spécifiques dans les grands marchés réguliers, permettront de résoudre un grand nombre des problèmes actuels auxquels sont confrontés ses clients tandis que le carnet de commandes de produits de Mitec continue d'augmenter dans tous ces secteurs.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2011				2010		2009	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	3 494	2 511	2 048	1 140	2 003	2 188	2 207	3 100
% du total des produits	49.7%	43,5%	32,2%	22,1%	27,8%	32,6%	31,9%	39,1%
Communications par satellite	3 530	3 260	4 310	4 021	5 196	4 519	4 720	4 822
% du total des produits	50.3%	56,5%	67,8%	77,9%	72,2%	67,4%	68,1%	60,9%

#### **Distribution géographique**

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
<b>2011 T2</b>	<b>37%</b>	<b>35%</b>	<b>24%</b>	<b>4%</b>
2010	49%	21%	15%	15%
2009	37%	17%	33%	13%

#### **Bénéfice brut**

Le bénéfice brut pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'élevait à 1,8 millions \$, une augmentation appréciable de 120% comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2010. Les nouvelles lignes de produits de Mitec, principalement orientées vers des marchés spécifiques et sont capables de résoudre les problèmes de réseau immédiats alors que la demande pour la bande passante continue de croître mondialement, ont été en mesure de réaliser des marges brutes supérieures par rapport à ses produits traditionnels. La Société a également continué de profiter de son programme de réduction des coûts entrepris au cours des trimestres précédents. Le bénéfice brut du secteur des Télécommunications a atteint le niveau de 15%, un niveau que la Société n'avait pas atteint depuis plusieurs trimestres. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellites a atteint 36% ce qui est très encourageant alors que la demande demeure importante. Keragis a largement contribué à ces résultats en débutant la livraison des commandes reçues suite au développement de 2 produits récemment approuvés, conçus pour servir des applications militaires et en enregistrant un bénéfice brut de plus de 40%.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2011				2010		2009	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	525	306	(143)	(154)	(48)	138	(166)	382
% du total des produits	15.0%	12,1%	(7,0%)	(13,4%)	(2,4%)	6,3%	(7,5%)	12,3%
Communications par satellite	1 271	503	1 098	1 015	865	897	1 247	1 515
% du total des produits	36.0%	15,4%	25,5%	25,2%	16,6%	19,8%	26,4%	31,4%

Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2010 le bénéfice brut total s'élevait à 2,6 millions \$, ou 20 % de ses ventes, comparativement aux 2,0 millions \$, ou 13 %, enregistrés durant la période de six mois de l'exercice précédent. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,8 million \$, ou 14 % des ventes, au cours des premiers six mois du présent exercice financier par rapport au bénéfice brut de 0,1 millions \$ ou 2 % pour la même période l'an dernier. Pour les six mois, le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a été de 1,8 millions \$, ou 18 %, par rapport aux 1,8 millions \$ ou 18 % des ventes du secteur Communications par satellite réalisées l'année précédente.

#### **Frais de recherche et développement**

Les frais de recherche et développement (R&D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 étaient de 0,7 million \$, soit approximativement le même montant enregistré au deuxième trimestre de 2010. Malgré des conditions économiques difficiles, la Société a continué de supporter sa croissance et n'a pas réduit ses investissements en R&D dans chacune de ses lignes de produits afin de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés aux opérateurs de réseaux de télécommunications ainsi qu'à l'industrie des télécommunications sans fil, mobile et fixes, et des solutions de couverture. La Société a aussi poursuivi ses efforts de développement de produits de programmes clés pour les marchés reliés aux applications VSAT ainsi qu'aux programmes militaires américains et permettront à Mitec de maintenir son avance sur ses concurrents. Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2010, les dépenses totales de R&D ont atteint 1,4 millions \$ représentant 11,2 % des ventes totales comparativement à 1,8 millions \$ ou 12,6 % des ventes pour la même période de l'année précédente. Les frais de R & D ont diminué et cette tendance devrait se poursuivre dans le cadre de la stratégie globale de la Société de concentrer les R & D sur des secteurs spécifiques du marché et d'envisager l'acquisition de la technologie lorsque cela est possible.

#### **Frais de vente et d'administration**

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'élevaient à 1,5 millions \$, soit une diminution de 14 % lorsque comparés aux 1,8 millions \$ enregistrés durant le deuxième trimestre de 2010. La diminution est reliée au fait que les efforts de marketing sont moins importants compte tenu que des efforts passés, ainsi que des initiatives de réduction des coûts mis en œuvre tout au long de l'année précédente. Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2010 les frais de vente et d'administration s'élevaient à 2,9 millions \$, soit une diminution de 10 % comparativement à 3,2 millions \$ pour la même période l'année précédente.

#### **Perte nette**

La perte nette pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'est établie à 0,7 millions \$, ou 0,00 \$ par action, comparativement à une perte de 1,8 millions \$, ou 0,01 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2010 soit une amélioration de plus de 250% par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2010.

#### **Bénéfice avant intérêts, impôts, taxes et amortissement**

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités d'exploitation de manière à présenter l'impact du gain (perte) de change et de la rémunération à base d'actions. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à ceux présentés par d'autres corporations.

Le tableau de la page suivante présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres. Il présente également le BAIIA ajusté.

	2011		2010		2009			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
(En milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(711)	(1,342)	(5,236)	(2,305)	(1,837)	(2,069)	(3,108)	(360)
Impôts sur les bénéfices	—	—	242	(39)	(39)	(39)	(523)	(89)
Amortissement, perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées et des placements	338	277	3,183	420	370	464	2,214	515
Intérêts	54	49	54	52	109	31	27	(1)
BAIIA	(319)	(1,016)	(1,757)	(1,872)	(1,397)	(1,583)	(1,390)	65
Effet des gains ou pertes de change et de la rémunération à base d'actions	34	(101)	331	320	42	469	(425)	(673)
BAIIA ajusté	(285)	(1,117)	(1,426)	(1,552)	(1,355)	(1,114)	(1,815)	(608)

### SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La Société comptait 1,1 millions \$ de trésorerie et de placements à court terme au 31 octobre 2010, comparativement à 2,1 millions \$ au 30 avril 2010. La Société a accès à un montant additionnel de 0,3 million \$, déterminé en fonction des comptes à recevoir éligibles au 31 octobre 2010 de sa facilité de crédit récemment autorisée et supportée par un solide fonds de roulement pour assurer le financement additionnel provenant de tiers en cas de besoins. Tel que mentionné précédemment, la Société a complété un placement privé après la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2011 pour assurer suffisamment de fonds de roulement pour remplir carnet de commandes actuel.

Le fonds de roulement, excluant la trésorerie et les placements à court terme, a diminué de 68 % à 3,8 millions \$ à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2010 comparativement à 5,5 millions \$ à la fin de l'exercice précédent.

#### Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation était de 1,3 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à environ le même montant utilisé pour le trimestre correspondant de l'exercice 2010. L'amélioration des ventes et des marges brutes combinées avec le programme de réduction des coûts discuté ci-dessus ont été les facteurs principaux cependant compensés par les changements des soldes hors caisse du fonds de roulement à la suite de l'augmentation dans les comptes débiteurs.

#### Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont été 23 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, une conséquence de l'acquisition d'immobilisations corporelles pour appuyer les activités de production de volume au cours de la période. Au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2010, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont été de 0,1 millions \$ pour la même raison.

#### Flux de trésorerie de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 1,6 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011, et tient compte de l'augmentation utilisée de la facilité de crédit combinées à l'émission de 0,5 millions \$ de débentures garanties au cours du trimestre. Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2009, la Société avait complété un placement privé de débentures convertibles qui avait résulté à des rentrées nettes de 1,7 millions \$. Le produit de ces débentures ont été principalement utilisés pour le remboursement de 1,4 millions \$ d'obligations convertibles existantes, à échéance à cette époque. Suite à la fin du trimestre, la Société a complété un placement privé dont le produit brut a été de 0,8 million \$ tel que mentionné précédemment.

## GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux contrats de location acquisition. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant le trimestre. Au 31 octobre 2010, la composition du capital de la Société était la suivante :

	<b>2010</b>
	<b>\$</b>
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	<b>1 882</b>
Capitaux propres	<b>10 840</b>
	<b>12 722</b>

## RISQUES ET INCERTITUDES

Les états financiers consolidés intermédiaires se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 133 480 000 \$ au 31 octobre 2010. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Au 9 décembre 2010, la Société avait conclu les transactions suivantes afin de diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a commencé ses premières livraisons en ce qui a trait aux composantes de réseaux sans fil 4G de prochaine génération fondés sur la technologie LTE pour une société de télécommunications globale importante, lesquelles devraient générer des produits d'exploitation d'environ 1,7 millions \$ au cours des prochains mois, faisaient partie d'une plus grande initiative prévue et devraient se poursuivre au-delà de l'exercice 2011 ;
- b. La Société a reçu une première commande à être livrée durant le premier trimestre de 2011 portant sur l'une de ses solutions de couverture novatrices qui combine des équipements existants avec des amplificateurs afin d'augmenter la bande passante ;
- c. La Société a reçu une commande d'une valeur d'environ 1,5 millions \$ pour ses amplificateurs à faible bruit en vue de soutenir la mise à niveau du réseau d'un fournisseur

de télécommunications européen. L'équipement sera livré au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2011;

- d. La Société a reçu les premières commandes pour ses filtres à haute performance d'un important fournisseur de services de radio par satellite en Amérique du Nord pour une série d'essais dans son réseau mobile de radiodiffusion. Une fois que ces essais auront été menés à terme, Mitec s'attend à recevoir une série d'autres commandes au début de 2011
- e. La Société a reçu la première d'une série de commandes d'un grand exploitant de réseau pour sa nouvelle série MTX de BUC VSAT. Les produits devraient être livrés au cours du deuxième trimestre de 2011, et ce client devrait passer d'autres commandes tout au long de l'année;
- f. La Société a reçu une commande pour ses TMB, qui font partie de la gamme de produits des solutions de couverture de la Société et qui sont offerts en deux versions, soit à porteuses multiples et à porteuse unique, sont utilisés à la fois dans le déploiement des nouveaux réseaux et des réseaux actuels tout en étant une solution efficace économiquement;
- g. La Société a reçu de nouvelles commandes pour ses TMB à une fréquence de 850 MHz et de 1 800 MHz;
- h. La Société a signé une entente portant sur une facilité de crédit à terme de 500 000 \$;
- i. La Société a conclu un placement privé impliquant l'émission de 55 166 667 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,01425 \$ par action pour un produit brut de 786 125 \$.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

- 1. Approcher des prêteurs ou des investisseurs potentiels afin de sécuriser du financement additionnel par voie de dette ou d'équité;
- 2. Grâce à l'appui du comité fusion et acquisition composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société, explorer diverses opportunités reliées à la vente de secteurs d'affaires choisis, le dessaisissement de certains de ses actifs;
- 3. Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser les secteurs des télécommunications et des communications par satellite et concentrer les efforts afin de sélectionner des marchés spécialisés avec l'objectif d'assurer que la Société puisse générer une rentabilité soutenue à long terme.

Compte tenu des défis extrêmes auxquels fait face la Société à l'interne en tant que corporation de technologies de croissance et à l'externe face à des éléments comme une crise financière mondiale sans précédent qui a eu un impact sur toutes les facettes d'affaires dans le monde, la direction et le conseil d'administration de Mitec évaluent constamment des façons d'assurer que la Société soit dotée d'une stabilité financière afin de demeurer compétitive et réaliser une rentabilité à long terme. De telles évaluations incluent le développement de gammes de produits spécialisés qui produiront des solutions exigées par sa base croissante de clients, par le biais de sa R&D et ses efforts de marketing, les fusions et les activités d'acquisitions, les dessaisissements, les sociétés en participation et les initiatives stratégiques tant avec l'industrie qu'avec des partenaires financiers.

La Société continue à évaluer plusieurs opportunités en accord avec ces objectifs et s'attend à ce que plusieurs étapes soient réalisées durant l'exercice 2011 au fur et à mesure que la Société en exécute une ou plusieurs. Mitec a obtenu des entrées brutes de 1,3 millions \$ dans l'exercice 2011 pour soutenir cette stratégie.

La direction croit qu'en réussissant de continuer à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

## **PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES**

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes

de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débetures convertibles, les obligations légales, la provision pour garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

### **Évaluation des stocks**

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

### **Dépréciation d'actifs à long terme**

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une dépréciation devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie futurs estimatifs projetés non-actualisés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs et à l'imputation d'une charge à l'état des résultats pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la direction des flux de trésorerie futurs est assujettie à des risques et incertitudes. De cette manière, il est raisonnablement possible que des changements de situations puissent survenir et affecter la recouvrabilité des actifs à long terme de la Société.

### **Provision pour créances douteuses**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

### **Provision pour garanties**

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et la provision constituée au 31 octobre 2010 a été jugée adéquate.

### **Conversion de devises**

#### **a. Activités canadiennes**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges

sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b. **Activités étrangères**

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

### **Rémunération à base d'actions**

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 31 octobre 2010, un total de 15 295 000 options d'achat d'actions étaient en cours dont 14 359 900 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

## **MODIFICATIONS FUTURES DES CONVENTIONS COMPTABLES**

### **Regroupements d'entreprises**

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la Normes internationales d'information financière « IFRS » 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

### **Consolidation des états financiers**

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme 27 des normes comptables IAS (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

### **CPN-175 - Accords de prestations multiples générateurs de produits**

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparée et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa

meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégé, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégé devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

## **NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATIONS FINANCIÈRE**

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI »). La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 octobre 2011. Bien que les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable aux PCGR canadien, il existe des différences importantes dans les politiques comptables qui peuvent affecter les processus de la Société et ses résultats financiers de manière significative. Bien que la Société croit que l'adoption des normes IFRS n'aura pas d'incidence importante sur les flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation présentés aux états financiers, elle pourrait avoir une incidence importante sur le bilan consolidé et sur les états consolidés des résultats et des capitaux propres.

### **Mise en œuvre du plan**

Le projet de mise en œuvre comprend trois phases principales qui, dans certains cas, se chevauchent puisque les IFRS seront appliqués à des secteurs particuliers tout au long du projet :

#### *Phase 1 : phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic*

Cette phase comprenait l'établissement d'un diagnostic détaillé comparant les PCGR canadiens et les IFRS et ciblant les secteurs clés qui pourraient subir l'incidence de la transition aux IFRS. La phase 1 comprenait :

- l'analyse approfondie des pratiques et des conventions comptables actuelles de la Société par rapport à toutes les normes et interprétations pertinentes des IFRS applicables;
- la détermination des différentes options que la Société peut choisir à la date du basculement ainsi que les choix continus en matière de conventions comptables selon les IFRS qui peuvent être appliqués en vue de préparer les états financiers subséquents en vertu des IFRS.

#### *Phase 2: Phase d'analyse des répercussions et de conception*

Au cours de cette phase, chacun des secteurs ciblés au cours de la phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic sont présentement examinés. Cette phase comprend :

- la détermination des choix de conventions comptables, y compris les choix effectués dans le cadre IFRS 1;
- la détermination des changements à apporter aux conventions comptables actuelles;
- la détermination des changements ou des ajouts à apporter aux systèmes de technologies de l'information et de données, au contrôle interne à l'égard de l'information financière et aux contrôles de communication de l'information;
- l'évaluation des besoins en matière de formation du personnel financier clé et du personnel des secteurs opérationnels;
- la préparation d'états financiers provisoires conformément aux IFRS.

### *Phase 3: phase de mise en œuvre et d'examen*

Au cours de cette dernière phase, la Société appliquera les changements apportés aux pratiques et aux conventions comptables, aux processus d'affaires, aux systèmes d'information et aux contrôles internes et la Société s'assurera que toutes les différences importantes ont été réglées avec succès avant le premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011.

### **État actuel du plan de basculement aux IFRS**

La phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic est complétée et la Société est actuellement à la phase 2 de son processus. La Société a aussi retenu les services d'un consultant externe afin de l'aider dans son processus de mise en œuvre de son plan.

Durant le trimestre, les efforts de la Société ont portés principalement sur l'évaluation des choix de méthodes comptables, les changements nécessaires aux politiques comptables en vigueur et sur la collecte d'informations supplémentaires afin de faire les choix appropriés en vertu de la norme IFRS 1. La Société s'attend à poursuivre son analyse de tous les items décrits à la phase 2 et de continuer son analyse des items plus détaillés à l'intérieur de différentes normes pendant durant le troisième quart.

### **Incidence potentielle de la conversion**

La Société a identifié que les domaines suivants pourraient avoir la plus grande incidence sur les normes comptables de la Société, mais elle est encore au niveau de l'analyse de l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers. La liste et les observations qui suivent ne devraient pas être interprétées comme une liste exhaustive des changements qui découleront de la transition aux IFRS, mais elles mettent plutôt en lumière les diverses différences comptables que la Société estime présentement être importantes.

Malgré ce qui précède, les projets du CNCI et de l'International Financial Reporting Interpretation Committee (l'« IFRIC ») vont vraisemblablement modifier de façon importante certaines des exigences actuelles des IFRS et pourraient ultimement modifier l'analyse préliminaire des conventions comptables de la Société, ce qui pourrait ultimement avoir une incidence sur les différences préliminaires décrites ci-dessous.

### *Adoption initiale des IFRS (IFRS 1)*

L'adoption des normes IFRS nécessite l'application de la norme IFRS 1 qui donne des directives pour l'adoption initiale des normes IFRS. IFRS 1 prévoit également certaines exonérations facultatives de l'application rétrospective de certaines exigences IFRS ainsi que les exceptions obligatoires qui interdisent l'application rétrospective de certaines normes. La direction évalue présentement la mise en application des options disponibles lors de l'adoption initiale.

### *Paiement fondé sur des actions.*

Selon les IFRS, lorsque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution séparée alors que les PCGR canadiens considèrent les acquisitions graduelles comme une attribution unique. Il y a de plus des différences au niveau de la comptabilisation des droits frappés d'extinction. La charge de rémunération devra donc être constatée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche et prendre en considération comment les droits frappés d'extinction devront être comptabilisés. Par conséquent, ceci résultera en une charge de rémunération qui sera reconnue à un rythme plus rapide que sous les PCGR canadiens. La Société a entamé le processus de qualifier l'impact de cet ajustement.

### *Immobilisations corporelles et amortissement*

Selon les IFRS, après leur comptabilisation initiale, les immobilisations corporelles peuvent être évaluées selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation alors que les PCGR canadiens ne permettent pas la réévaluation. La Société continuera d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immobilisations au bilan et des impacts correspondants à l'état des résultats.

### *Dépréciation d'actifs*

Selon les IFRS, un test de dépréciation doit être effectué sur les immobilisations, les actifs incorporels et sur l'écart d'acquisition lorsqu'il y a un indicateur de dépréciation au niveau de chaque unité qui génère des entrées de trésorerie indépendantes (« UGT »). L'application de cette nouvelle norme devrait entraîner l'utilisation d'une estimation des flux de trésorerie actualisés appliquée à un groupe restreint d'actifs. Cette approche pourrait entraîner une charge de dépréciation plus importante. Ces dépenses pourraient toutefois être contrepassées par la suite.

#### *Conversion de devises*

Selon les IFRS, une entité évalue ses actifs, ses passifs, ses revenus et ses charges dans sa monnaie fonctionnelle qui est la monnaie utilisée dans le principal environnement économique dans lequel elle opère. Pour la Société, il existe divers indicateurs à prendre en considération afin de déterminer la monnaie fonctionnelle appropriée pour chacune de ses filiales ainsi que pour les opérations canadiennes.

#### *Passif financier*

Selon les IFRS, la valeur comptable des instruments composés comme les débetures convertibles est répartie entre ses composantes du passif et des capitaux-propres de sorte que le passif est comptabilisé à la juste valeur et la composante capitaux propres comme le résidu. Les PCGR canadiens permettent que cette allocation soit faite selon la méthode la juste valeur relative ou en affectant la composantes la plus difficilement mesurable (qui peut être, dans certaines circonstances, la composante du passif) comme le résidu.

#### *Provisions, Éventualités*

Selon les IFRS, les provisions et les éléments du passif éventuel sont comptabilisés selon le critère « probable » de se produire alors que les PCGR utilisent le critère « plus probable qu'improbable » de se produire. De plus, selon les IFRS, les provisions et les éléments du passif éventuel sont comptabilisés selon la moyenne pondérée des valeurs probables dans l'ensemble des probabilités alors que les PCGR préconisent l'utilisation des éléments de la portion inférieure de l'ensemble des probabilités. Pour la Société, certaines provisions et éléments du passif éventuel pourrait être comptabilisés plus tôt ou être comptabilisés alors qu'ils ne l'auraient pas été du tout en vertu des PCGR.

#### *Présentation des états financiers*

Les IFRS exigent une divulgation beaucoup plus étendue que celle exigée par les PCGR. De plus, la classification et la présentation de certains éléments du bilan et de l'état des résultats peuvent être différents. La Société évalue présentement l'incidence globale que ces changements de classification et de présentation auront sur ses états financiers.

#### **Incidence sur les activités de l'entreprise**

Bien que La Société ne soit qu'à sa phase d'analyse et de répercussion du processus de transition, elle ne prévoit pas que le passage aux IFRS aura une incidence importante sur ses clauses restrictives, ses contrats ou sur ses autres activités commerciales. La rémunération incitative de la Société repose dans une large mesure sur l'atteinte et le dépassement des objectifs liés aux prévisions budgétaires et des niveaux de performance opérationnelle. Une réévaluation sera probablement nécessaire à compter de l'exercice 2012, soit lorsque les incidences des modifications engendrées par la transition aux IFRS seront entièrement connues.

#### **Incidence sur les systèmes d'information**

Bien que la Société ne s'attend pas à ce que la transition aux IFRS nécessitera des changements importants à apporter à ses systèmes d'information financière et à son expertise en matière de divulgation de l'information financière, ces aspects sont néanmoins affectés car la Société doit s'assurer que ses systèmes seront en mesure de :

- a) faire le suivi des ajustements résultants de la conversion aux IFRS pour les périodes comparatives de 2010-11;
- b) fournir les informations nécessaires pour refléter les changements de méthodes comptables;
- c) développer ou modifier plusieurs nouveaux rapports pour faciliter la préparation de la divulgation accrue des notes et des autres exigences IFRS en matière de présentation

de l'information financière. Ces exigences en matière de divulgation pourraient nécessiter des modifications aux structures existantes des comptes du grand livre.

Des processus et des contrôles seront mis en place afin d'assurer que la Société soit en mesure de prendre les décisions appropriées et de mettre en application les politiques comptables IFRS choisies.

Sur la base des travaux réalisés à ce jour et compte tenu du fait que toutes les modifications possibles aux normes IFRS qui seront en vigueur au 30 avril 2012 ne sont pas encore connues, la Société ne peut pas raisonnablement déterminer l'incidence globale que l'adoption des IFRS pourrait avoir sur sa situation financière et sur ses résultats futurs. Les changements de méthodes comptables découlant de la transition aux IFRS pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés.

## ÉVENTUALITÉS

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et aux réglementations environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles au 31 octobre 2010

	Facilité de Credit	Créditeurs	Dettes à long terme	Contrats de location-exploitation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Moins d'un an	1 229	4 075	1 882	419	7 605
2 – 3 ans	—	—	—	269	269
Plus de 4 ans	—	—	—	102	102
	1 229	4 075	1 882	790	7 976

## ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 octobre 2010, il y avait 220 666 756 actions ordinaires ainsi que 15 295 000 options d'achat d'actions. Au cours du trimestre, il n'y a pas eu de transactions qui ont affecté ces éléments. Après la fin du trimestre, la Société a émis 55 166 667 actions ordinaires suite à la conclusion d'un placement privé.

## ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

## OPÉRATIONS PROJÉTÉES

Mitec reconsidère constamment des opportunités pour les fusions, les acquisitions et les dessaisissements qui pourraient augmenter la valeur d'actionnaire tel que présenté lors de la

dernière assemblée générale des actionnaires. La direction, les administrateurs ainsi que les consultants externes continuent d'évaluer des opportunités différentes avec l'objectif de se dater d'une stabilité financière afin de demeurer compétitive et de réaliser une rentabilité à long terme.

## **OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Durant la période de trois mois terminée le 31 octobre 2010, des frais de consultations d'un montant de 17 500 \$ (2009 - 52 500 \$) ont été facturés par une société contrôlée par le président exécutif du conseil afin de réaliser son mandat. L'entente de consultation a été mesurée à la valeur d'échange définie comme étant la valeur établie entre les parties. Aucun jeton de présence à titre d'administrateur n'a été payé en addition des frais de consultation. Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2010, ces honoraires de consultation se sont élevés à 70 000 \$ (2009 - 80,675 \$).

## **PERSPECTIVES**

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications encore à un stade de premier développement. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

Avec l'introduction de ses solutions de couverture, sans fil fixe et VSAT, Mitec a choisi d'investir sur les créneaux de marchés de taille substantielle que ses clients - parmi les plus importants acteurs en croissance rapide mondialement du domaine sans fil et de communications par satellite - ont indiqué générera d'importantes possibilités à la Société.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques.

L'équipe de direction, le conseil d'administration, les conseillers et les consultants de la Société continuent de travailler ensemble afin de s'assurer que Mitec réussira à devenir un joueur dominant sur les marchés identifiés par la Société de manière à devenir profitable.

## **EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 octobre 2010, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information

financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 octobre 2010. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 octobre 2010 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière. Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

## **RISQUES ET ÉVENTUALITÉS**

La Société est sujette à différents facteurs de risque et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliés à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

### **Risque lié à l'industrie**

Le succès de la Société sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements des clients dans des infrastructures sans fil. Les clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande pour les produits sans fil commerciaux de Mitec pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur les produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent le pouvoir de la Société de comprimer les frais en période de ralentissement économique.

### **Dépendance à l'égard de quelques clients**

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. . Deux clients représentaient 46 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2010 (en 2009, aucun client ne représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2010). Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2010, deux clients représentaient 93 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2009 – un client représentait 17 % des ventes dans le secteur Télécommunications). Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa

clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

### **Secteur d'activité des clients**

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits des clients. Par conséquent, la Société écoule ses produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et doit incorporer à ses produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Mitec choisit ses clients en évaluant ses chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci ne sont pas assurées. Si ses clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de ses produits aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où les ventes sont réalisées ou l'empêcher d'offrir ses produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, ses clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de lui imposer une fabrication conjointe ou encore de lui faire directement concurrence, ses produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur ses résultats d'exploitation.

### **Risque lié à la production**

Les résultats trimestriels de la Société ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; la capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur les résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas Mitec dépend de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de ses produits. Si elle ne parvenait pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, la Société risquerait de perdre des clients et la rentabilité pourra en subir les conséquences.

La dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer la capacité de livrer les produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable de subir une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec ses principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si Mitec ne parvenait pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de ses clients.

### **Risque lié à l'exploitation**

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

### **Nouveaux produits et changement technologique**

Les marchés pour les produits de la Société sont caractérisés par l'évolution rapide des technologies impliquant l'introduction fréquente de nouveaux produits. Le succès de la Société dépendra dans une large mesure de l'acceptation des nouveaux produits sur les marchés et de la capacité à améliorer les produits existants afin de satisfaire les besoins sans cesse changeants des clients. L'investissement en R&D demeure un élément primordial de l'entreprise, et continuera d'être complété par des technologies externes. Il ne peut y avoir aucune assurance

que la Société sera couronnée de succès dans les phases d'identification, de développement, de fabrication et de commercialisation de nouveaux produits. En outre, il ne peut y avoir aucune assurance que les produits ou technologies développées par d'autres ne rendra les produits ou technologies de Mitec non concurrentiels ou obsolètes.

### **Cadres supérieurs et autres employés clés**

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

### **Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger**

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

### **Conjoncture économique**

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecter les activités de la Société. À titre d'exemple, la réduction massive des activités de fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des coûts d'opérations en réduisant les coûts reliés à la bande passante pourrait influencer positivement certains clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

La base de clientèle de la Société est bien répartie mondialement et n'est pas exclusivement dépendante à une région ou à une autre, cette façon de répartir le risque devrait permettre à la Société de prendre avantage lorsque la reprise économique sera perceptible. Le ralentissement dans la disponibilité du crédit au niveau mondial demeure un risque économique. La situation dans le domaine du crédit est fluide et il demeure difficile de prédire les prochains événements. La Société a une facilité de crédit.

Les résultats d'exploitation futurs de la société dépendront considérablement de la capacité de ses dirigeants et employés clés à gérer les conditions changeantes des affaires, à mettre en œuvre son plan stratégique et à améliorer son contrôle opérationnel, financier et ses systèmes de comptabilisation.

### **Risque de crédit**

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme et ses débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes

régions géographiques. . Deux clients représentaient 48 % des débiteurs au 31 octobre 2010 (en 2009, aucun client ne représentait plus de 10 % des débiteurs au 31 octobre 2009).

L'âge des comptes-clients au 31 octobre 2010 se détaillait comme suit :

	<b>2010</b>
	<b>\$</b>
Courant	4 794
31 – 60 jours	1 304
Plus de 61 jours	990
<b>Débiteurs</b>	<b>7 088</b>
Moins : provision pour créances douteuses	(142)
	<b>6 946</b>

### Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 31 octobre 2010, la Société disposait d'un fonds de roulement de 4 880 000 \$ (2009 – 11 176 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisant pour s'acquitter de ses obligations financières. La facilité de crédit est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement. Au 31 octobre 2010, 1 229 000 \$ (2009 – néant) ont été utilisés de la facilité de crédit.

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société au 31 octobre 2010 :

	<b>Facilité de Credit</b>	<b>Créditeurs</b>	<b>Dettes à long terme location-exploitation</b>	<b>Contrats de</b>	<b>Total</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Moins d'un an	1 229	4 075	1 882	419	7 605
2 – 3 ans	—	—	—	269	269
4 – 5 ans	—	—	—	102	102
Plus de 5 ans	—	—	—	—	—
	<b>1 229</b>	<b>4 075</b>	<b>1 882</b>	<b>790</b>	<b>7 976</b>

### Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financiers variera en fonction de changements aux taux d'intérêts du marché. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.

### Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société utilise quelques contrats de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères pour laquelle elle n'a pas choisi d'utiliser la comptabilité de couverture. Au 31 octobre 2010, la Société détenait divers contrats de change avec des valeurs nominales comprises entre 100 000 \$ à 150 000 \$, des prix de levée compris entre 0,975 à 1,065 et des dates d'expiration compris entre le 3 septembre 2010 et le 12 novembre 2010 pour une valeur totale de 450 000 \$. Les gains latents

se rapportant à ces contrats inclus dans l'état des résultats et du résultat étendu du 31 octobre 2010 étaient de \$8,452.

La Société était exposée, au 31 octobre 2010, à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs, créditeurs et les charges à payer libellés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	RMB	\$ US
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	206	376
Débiteurs	3 332	3 214
Créditeurs et charges à payer	1 924	1 194

Selon les éléments susmentionnés au 31 octobre 2010, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de \$401,000/(\$401,000).

#### **Questions d'ordre environnemental**

Les activités de la Société sont soumises aux lois de l'environnement et aux règlements associés aux risques à la santé humaine et à l'environnement. Les changements à ces lois et à règlements pourraient avoir un effet préjudiciable significatif sur les opérations de la Société et la situation financière. La Société contrôle ces risques par les systèmes d'administration de l'environnement et les politiques.

#### **Fluctuation du cours des actions**

Le cours des actions ordinaires de la Société, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que des concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de des actions ordinaires de la Société s'avère très instable et pourrait le demeurer.

## **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION**

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 9 décembre 2010. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Au 9 décembre 2010, 275 833 423 actions ordinaires étaient émises et en circulation ainsi qu'un total de 15 295 000 options sur actions.



**MITEC TELECOM INC.**  
**États financiers consolidés intermédiaires**  
Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le  
31 octobre 2010  
(non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires inclus dans ce rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la Société.

**MITEC TELECOM INC.**  
**BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 octobre 2010	Au 30 avril 2010
	\$ Non vérifié	\$ Vérifié
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	908	1 886
Placements à court terme	182	181
Comptes clients	6 946	5 732
Autres débiteurs	151	288
Impôts sur les bénéfices à recevoir	38	380
Stocks (note 4)	6 007	5 447
Charges payées d'avance et autres charges	320	493
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>14 552</b>	<b>14 407</b>
Immobilisations corporelles	4 345	4 510
Actifs incorporels	1 590	1 762
Placements	25	25
	<b>20 512</b>	<b>20 704</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Facilité de crédit (note 5)	1 229	733
Créditeurs et charges à payer	6 561	6 061
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	1 882	—
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>9 672</b>	<b>6 794</b>
Dette à long terme (note 6)	—	1 157
<b>Total du dette à long terme</b>	<b>9 672</b>	<b>7 951</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires (note 7)	132 142	132 142
Bons de souscription (note 7)	—	1 152
Composante des capitaux propres des débentures convertibles	788	768
Surplus d'apport	12 018	10 802
Déficit	(133 480)	(131 427)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(628)	(684)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>10 840</b>	<b>12 753</b>
	<b>20 512</b>	<b>20 704</b>

**Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation** (note 1)

**Engagement et hors devis** (note 8)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

**MITEC TELECOM INC.****ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	2010	31 octobre 2009	2010	31 octobre 2009
	\$	\$	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>7 024</b>	7 198	<b>12 795</b>	13 905
Coût des ventes	<b>5 229</b>	6 381	<b>10 191</b>	12 053
<b>Bénéfice brut</b>	<b>1 795</b>	817	<b>2 604</b>	1 852
<b>Charges</b>				
Dépenses de recherche et développement	<b>720</b>	683	<b>1 434</b>	1 751
Frais de vente et d'administration	<b>1 543</b>	1 796	<b>2 894</b>	3 222
Charges financières (note 11)	<b>209</b>	222	<b>397</b>	376
Perte (gain) de changes	<b>3</b>	(8)	<b>(131)</b>	403
Gain à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles	—	(50)	<b>(1)</b>	(25)
Rémunération à base d'actions	<b>31</b>	50	<b>64</b>	109
	<b>2 506</b>	2 693	<b>4 657</b>	5 836
Perte avant impôts sur les bénéfices	<b>(711)</b>	(1 876)	<b>(2 053)</b>	(3 984)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	—	(39)	—	(78)
<b>Perte nette de la période</b>	<b>(711)</b>	(1 837)	<b>(2 053)</b>	(3 906)
Variation nette du gain (perte) de conversion non-réalisée des états financiers des filiales étrangères autonomes	<b>30</b>	(7)	<b>58</b>	(351)
<b>Résultat étendu de la période</b>	<b>(681)</b>	(1 844)	<b>(1 995)</b>	(4 257)
<b>Perte de base et diluée par action ordinaire</b>	<b>(0,00)</b>	(0,01)	<b>(0,01)</b>	(0,02)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>220 666 756</b>	220 666 756	<b>220 666 756</b>	220 666 756

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

**MITEC TELECOM INC.**  
**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES CAPITAUX PROPRES**

(En milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

Non vérifié

	Actions ordinaires		Bons de souscription		Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	Note	# (000)	\$	# (000)	\$	\$	\$	\$	\$
	7	7	7	7			(A)	(A)	
<b>Solde au</b>									
30 avril 2009	220 666	132 142	37 829	1 925	14	9 836	(119 980)	(280)	23 657
Émises lors de la conversion des débetures convertibles	—	—	—	—	(14)	28	—	—	14
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	—	—	—	—	758	—	—	—	758
Bons de souscription échus	—	—	(14 226)	(774)	—	774	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	109	—	—	109
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	(351)	(351)
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(3 906)	—	(3 906)
<b>Solde au</b>									
31 octobre 2009	220 666	132 142	23 603	1 151	758	10 747	(123 886)	(631)	20 281
<b>Solde au</b>									
<b>30 avril 2010</b>	<b>220 666</b>	<b>132 142</b>	<b>23 603</b>	<b>1 152</b>	<b>768</b>	<b>10 802</b>	<b>(131 427)</b>	<b>(684)</b>	<b>12 753</b>
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	—	—	—	—	20	—	—	—	20
Bons de souscription échus	—	—	(23 603)	(1 152)	—	1 152	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	64	—	—	64
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	56	56
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(2 053)	—	(2 053)
<b>Solde au</b>									
<b>31 octobre 2010</b>	<b>220 666</b>	<b>132 142</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>788</b>	<b>12 018</b>	<b>(133 480)</b>	<b>(628)</b>	<b>10 840</b>

(A): Le total du déficit et du cumul des autres éléments du résultat étendu est de 134 108 \$ (2009 – 124 517 \$). Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé exclusivement des gains ou pertes de conversion non réalisés des états financiers des filiales étrangères autonomes.

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

**MITEC TELECOM INC.**  
**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES**

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Perte nette	(711)	(1 837)	(2 053)	(3 906)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement de la valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	338	420	616	889
Gain à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles	—	(50)	(1)	(25)
Rémunération à base d'actions	31	50	64	109
Charge de désactualisation du passif à long terme	124	105	245	215
Recouvrement d'impôt	—	(39)	—	(78)
	(218)	(1 351)	(1 129)	(2 796)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation (note 9)	(1 128)	(85)	(549)	591
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(1 346)</b>	<b>(1 436)</b>	<b>(1 678)</b>	<b>(2 205)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(22)	(73)	(326)	(290)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	—	37	—
Acquisitions d'actifs incorporels	500	—	(8)	—
Acquisitions de placements à court terme	(182)	(181)	(363)	(181)
Ventes de placements à court terme	181	181	362	181
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(23)</b>	<b>(73)</b>	<b>(298)</b>	<b>(290)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Émission de débentures garanties	500	—	500	—
Facilité de crédit	1 129	—	496	—
Émission de débentures convertibles	—	1 702	—	1 702
Remboursement du facilité de crédit	—	(1 400)	—	(1 400)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>1 629</b>	<b>302</b>	<b>996</b>	<b>302</b>
Gain (perte) de change sur trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	7	(6)	2	(15)
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>267</b>	<b>(1 067)</b>	<b>(978)</b>	<b>(2 208)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	641	3 344	1 886	4 485
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>908</b>	<b>2 277</b>	<b>908</b>	<b>2 277</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

## **1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION**

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellite, a été constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités. Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a un déficit cumulé de 133 480 000 \$ au 31 octobre 2010. Au cours des derniers exercices, la Société a financé son d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de chiffre d'affaires, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables, de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs et des investisseurs potentiels pour réaliser un financement additionnel par voie de dette et/ou de capital actions;
2. Explorer, sous la guidance du comité fusions et acquisitions (composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société), diverses possibilités reliées à la vente de secteurs d'activités identifiés, la vente de certains actifs;
3. Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser ses secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite et concentrer ses efforts auprès de créneaux de marchés choisis avec comme objectif d'assurer que la Société pourra générer une profitabilité continue à long terme.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser un financement additionnel et / ou à réaligner ses activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

## **2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus (« PGCR ») du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2010. Certains chiffres correspondants du trimestre antérieur ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré. Les présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels. Cependant, ces états financiers consolidés intermédiaires doivent donc être lus de concert avec les plus récents états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société et les notes y afférentes. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers.

Les événements postérieurs à la date du bilan ont été évalués jusqu'au 14 décembre 2010, date à laquelle ces états financiers consolidés intermédiaires ont été déposés par voie électronique sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche des Autorités canadiennes des valeurs mobilières (« SEDAR »).

### **3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES**

#### **Regroupements d'entreprises**

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

#### **Consolidation des états financiers**

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

#### **Normes internationales d'information financière**

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels du 30 avril 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011.

#### **CPN-175 - Accords de prestations multiples générateurs de produits**

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparées et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégé, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégé devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

#### 4. STOCKS

	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
Matières premières et composantes acquises	3 684	3 759
Produits en cours	1 958	608
Produits finis	365	753
	<b>6 007</b>	<b>6 121</b>

Le montant des stocks compris dans le coût des ventes s'élève à 4 357 000 \$ (2009 – 3,787 000 \$) pour les trois mois terminés le 31 octobre 2010 et 7 348 000 \$ (2009 – 7 275 000 \$) pour les six mois terminés le 31 octobre 2010.

#### 5. FACILITÉ DE CRÉDIT

La facilité de crédit permet un montant d'emprunt maximal total égal au moindre des montants suivants :

- i) 2,5 millions \$
- ii) 85% des créances admissibles.

Au 31 octobre 2010, la capacité d'emprunt de la Société était de 1 521 000 \$ sur laquelle 1 229 000 \$ avait été utilisée. La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel applicable de l'institution financière majoré de 2,5%. Le taux effectif d'intérêt pour la période terminée le 31 octobre 2010 était de 6,25%.

La facilité de crédit est garantie par une hypothèque mobilière d'un montant de 3,25 millions \$ sur les actifs de la Société ayant le premier rang sur les débiteurs (d'une valeur comptable de 3 334 000 \$ au 31 octobre 2010) et les stocks (d'une valeur comptable de 4 175 000 \$ au 31 octobre 2010) et un rang inférieur sur tous les autres actifs. La facilité de crédit a une date d'expiration d'un an avec une période de renouvellement automatique d'un an à chaque année.

#### 6. DETTE À LONG TERME

	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
a) Débentures convertibles, portant intérêt à 12% et remboursées en octobre 2011	1 382	955
b) Débentures garanties, portant intérêt à 15 % et venant à échéance en avril 2011	500	—
	<b>1 882</b>	<b>955</b>
Moins : tranche échéant à moins d'un an	1 882	—
	<b>—</b>	<b>955</b>

En octobre 2010, la Société a émise 500 000 \$ de débentures garanties. Ces débentures portent intérêts au taux de 15%, payable mensuellement et viennent à échéance en avril 2011. Les débentures sont garanties par une hypothèque de premier rang grevant tous les actifs à l'exception des comptes débiteurs, l'inventaire et une hypothèque enregistrée des actions de Keragis Corporation et de Mitec Communications Ltée.

Au 31 octobre 2010, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 857 000 \$ (2009 – 1 855 000 \$).

## 7. CAPITAL ACTIONS

### Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

### Actions ordinaires émises et en circulation

Le capital-actions émis et en circulation est présenté dans les états consolidés intermédiaires des capitaux propres.

### Bons de souscription

Le nombre de bons de souscription en circulation s'établit comme suit :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Au	
		31 octobre 2010	31 octobre 2009
		# (000)	# (000)
0,10	—	—	4 651
0,22	—	—	18 952
		—	23 603

### Résultat par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires s'établit comme suit :

	Au 31 octobre	
	2010	2009
	#	#
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 756	220 666 756
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	—	—
<b>Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>220 666 756</b>	<b>220 666 756</b>

Pour les périodes terminées les 31 octobre 2010 et 2009, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

### Rémunération à base d'actions

La Société utilise la méthode basée sur le modèle d'évaluation de Black et Scholes afin de comptabiliser la charge de rémunération à base d'actions. La juste valeur des options attribuées durant chacune des périodes a été estimée selon le modèle d'évaluation de Black Scholes en fonction de la moyenne pondérée des hypothèses suivantes :

	31 octobre 2010	31 octobre 2009
Volatilité	— %	105%
Taux d'intérêt sans risque	— %	2,7%
Taux de rendement	— %	0%
Durée de vie, en années	— %	5
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'attribution	— \$	0,07

Les changements apportés au nombre d'options sur actions en circulation attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	<b>Au</b>		<b>Au</b>	
	<b>31 octobre 2010</b>		<b>31 octobre 2009</b>	
		<b>\$</b>		<b>\$</b>
<b>Solde au début de la période</b>	<b>15 308 750</b>	<b>0,18</b>	14 818 050	0,19
Attribuées	—	—	500 000	0,07
Échues	—	—	—	—
Cancellées	<b>(13 750)</b>	<b>0,79</b>	—	—
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>15 295 000</b>	<b>0,18</b>	15 318 050	0,19
<b>Options exerçables à la fin de la période</b>	<b>14 359 900</b>	<b>0,19</b>	12 765 850	0,20

## 8. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements minimums annuels futurs en vertu des contrats de location s'établissent comme suit :

	<b>Au</b>
	<b>31 octobre 2010</b>
	<b>\$</b>
1 an	<b>419</b>
2 - 3 ans	<b>269</b>
Plus de 3 ans	<b>102</b>
	<b>790</b>

- b) La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités et a enregistré une provision dans certaines circonstances. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

## 9. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	2010	31 octobre 2009	2010	31 octobre 2009
	\$	\$	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	(1 230)	(278)	(1 004)	(1 008)
Stocks	(337)	1 281	(560)	1 968
Charges payées d'avance et autres charges	134	265	173	(41)
Impôts sur les bénéfices à recevoir	93	(197)	342	(228)
Créditeurs et charges à payer	212	(1 569)	500	(100)
	<b>(1 128)</b>	<b>(85)</b>	<b>(549)</b>	<b>591</b>
Intérêts payés	79	145	147	149
L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	216	209	360	423
Frais de recherche et développement	4	3	32	7
Frais de vente et d'administration	29	52	46	81
	<b>249</b>	<b>264</b>	<b>438</b>	<b>511</b>
L'amortissement des actifs incorporels a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	2	3	4	5
Frais de recherche et développement	3	5	6	9
Frais de vente et d'administration	84	146	168	364
	<b>89</b>	<b>156</b>	<b>178</b>	<b>378</b>

## 10. INFORMATIONS SECTORIELLES

### a) Informations sectorielles utilisées par la direction

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications (« Télécommunications »), et les communications par satellites et terrestres (« Satellites »). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Le secteur Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires. Le secteur Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terrestres.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		2010	2009	Satellites		Montants consolidés	
	2010	2009			2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	3 494	2 003	3 530		5 196	7 024		7 198
Coût des produits vendus	2 969	2 050	2 259		4 330	5 228		6 381
Bénéfice brut	525	(48)	1 271		865	1 796		817
Charges						2 507		2 693
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices						—		(39)
<b>Perte nette de la période</b>						<b>(711)</b>		<b>(1 837)</b>

Les informations pour chaque secteur pour les six mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		2010	2009	Satellites		Montants consolidés	
	2010	2009			2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	6 005	4 190	6 790		9 715	12 795		13 905
Coût des produits vendus	5 174	4 101	5 017		7 952	10 191		12 053
Bénéfice brut	831	90	1 773		1 763	2 604		1 852
Charges						4 657		5 680
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices						—		(78)
<b>Perte nette de la période</b>						<b>(2 053)</b>		<b>(3 906)</b>

La ventilation des actifs pour chaque secteur est la suivante :

	Au 31 octobre 2010			Au 31 octobre 2009		
	Télécom- munications	Satellites	Total	Télécom- munications	Satellites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs à court terme	5 610	7 980	13 590	3 735	10 643	14 378
Actifs à long terme	1 916	4 362	6 278	2 270	7 804	10 074
	7 526	12 342	19 868	6 005	18 447	24 452
Autres			644			2 133
<b>Total</b>			<b>20 512</b>			<b>26 585</b>

#### b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production géographique :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Canada	3 742	5 545	7 752	10 359
États-Unis	455	550	710	711
Asie	3 347	1 466	5 163	3 392
Inter-pays	(520)	363	(830)	(557)
	7 024	7 198	12 795	13 905

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

**Pour les trois mois terminés les**

**Pour les six mois terminés les**

	<b>31 octobre</b>		<b>31 octobre</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	\$	\$	\$	\$
Canada	288	840	493	1 301
États-Unis	2 298	2 354	4 163	5 264
Europe	2 436	1 958	3 853	3 190
Asie	1 683	820	2 733	1 452
Autres	319	1 226	1 553	2 698
	<b>7 024</b>	<b>7 198</b>	<b>12 795</b>	<b>13 905</b>

**11. CHARGES FINANCIÈRES**

**Pour les trois mois terminés les**

**Pour les six mois terminés les**

	<b>31 octobre</b>		<b>31 octobre</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur les débetures convertibles	56	113	112	147
Charge de désactualisation du passif à long terme	124	105	245	215
Frais bancaires et autres frais	30	8	48	21
Revenus d'intérêts	(1)	(4)	(8)	(7)
	<b>209</b>	<b>222</b>	<b>397</b>	<b>376</b>

**12. GESTION DU CAPITAL**

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails.

Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant la période.

	<b>Au 31 octobre</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	\$	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 882	955
Capitaux propres	10 840	20 281
	<b>12 722</b>	<b>21 236</b>

### 13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers en date du 31 octobre 2010 et du 31 octobre 2009 ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives se présentent comme suit:

	Au 31 octobre	
	2010	2009
	\$	\$
<b>Détenu à des fins de transaction (à la juste valeur)</b>		
Trésorerie	908	2 277
<b>Disponible à la vente (à la juste valeur)</b>		
Placements à court terme	182	181
Placements dans une société privée	25	25
<b>Prêts et créances et autres passifs financiers (coût après amortissement)</b>		
Débiteurs	6 949	6 147
Facilités de crédit	1 229	—
Créditeurs	4 075	3 459
Dette à long-terme incluant les débetures convertibles	1 882	955

### 14. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à certains risques d'ordre financier, notamment les risques liés au crédit, aux liquidités, aux taux de change et taux d'intérêt. Il n'y a eu aucun changement dans l'exposition au risque et dans ses objectifs, politiques et procédures de gestion par rapport à l'exercice précédent.

#### Facteur de risques

Le programme de gestion des risques de la Société cherche à minimiser les effets potentiellement négatifs de ces risques sur la performance financière de la Société et ultimement la valeur pour ses actionnaires. La Société gère ses risques et son exposition aux risques par une combinaison de pratiques commerciales loyales, des instruments dérivés, un système de contrôles internes et un système de contrôles sur les informations à fournir.

#### Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme, ses débiteurs et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Deux clients représentaient 46 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2010 et 48 % des débiteurs au 31 octobre 2010 (en 2009, aucun client ne représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2010 ou plus de 10 % des débiteurs au 31 octobre 2009). Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2010, deux clients représentaient 93 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2009 – un client représentait 17 % des ventes dans le secteur Télécommunications).

Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2010, deux clients représentaient 39 % des ventes (en 2009, aucun client ne représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires pour la même période). Ces mêmes deux clients représentaient 82% des ventes dans le secteur Télécommunications (en 2009, 24%).

L'âge des comptes-clients se détaillait comme suit :

	<b>Au 31 octobre</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Courant	<b>4 794</b>	4 151
31 – 60 jours	<b>1 304</b>	1 384
Plus de 61 jours	<b>990</b>	797
Débiteurs	<b>7 089</b>	6 332
Moins : provision pour créances douteuses	<b>(142)</b>	(186)
	<b>6 946</b>	6 147

### Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 31 octobre 2010, la Société disposait d'un fonds de roulement de 4 880 000 \$ (2009 – 11 176 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisant pour s'acquitter de ses obligations financières. La facilité de crédit, tel que décrite à la note 5, est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement. Au 31 octobre 2010, 1 229 000 \$ (2009 – néant) ont été utilisés de la facilité de crédit.

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société :

Date d'échéance	Facilité de crédit	Créditeurs	Dettes à long terme	<b>Au 31 octobre 2010</b>	
				Contrats de location-exploitation	Total
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Moins d'un an	<b>1 229</b>	<b>4 075</b>	<b>1 882</b>	<b>419</b>	<b>7 605</b>
2 – 3 ans	—	—	—	<b>269</b>	<b>269</b>
4 – 5 ans	—	—	—	<b>102</b>	<b>102</b>
Plus de 5 ans	—	—	—	—	—
	<b>1 229</b>	<b>4 075</b>	<b>1 882</b>	<b>790</b>	<b>7 976</b>

### Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société utilise quelques contrats de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères pour laquelle elle n'a pas choisi d'utiliser la comptabilité de couverture. Au 31 octobre 2010, la Société détenait divers contrats de change avec des valeurs nominales comprises entre 100 000 \$ à 150 000 \$, des prix de levée compris entre 0,975 à 1,085 et des dates d'expiration compris entre le 1er novembre 2010 et le 12 novembre 2010 pour une valeur totale de 450 000 \$. Les gains latents se rapportant à ces contrats inclus dans l'état des résultats et du résultat étendu du 31 octobre 2010 étaient de 8 452 \$.

La Société était exposé à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs, créiteurs et les charges à payer libellés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	<b>Au 31 octobre 2010</b>	
	<b>RMB</b>	<b>\$ US</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>206</b>	<b>376</b>
Débiteurs	<b>3 332</b>	<b>3 214</b>
Créiteurs et charges à payer	<b>1 924</b>	<b>1 194</b>

Selon les éléments susmentionnés au 31 octobre 2010, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 401 000 \$ / (401 000 \$).

#### **Risque du taux d'intérêt**

La principale source de risque de fluctuation des taux d'intérêts auquel la Société est exposée est le risque d'intérêt associé à la détermination de la juste valeur de ses obligations. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.

#### **15. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT À LA DATE DU BILAN**

Le 16 novembre 2010, la Société a conclu un placement privé impliquant l'émission de 55 166 667 actions ordinaires de la Société au prix de 0,01425 \$ par action pour un produit brut de 786 126 \$.